

**ASSOCIATION ORGANISATION POUR LA PREVENTION
DE LA CECITE**

**Siège Social : 17 Villa d'Alesia
75014 PARIS**

**N° SIREN 313 028 573
APE 85.59 A**

**RAPPORT SPÉCIAL DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES**
SUR LES CONVENTIONS (article L 612-5 du Code de Commerce)
EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER 2024 AU 31 DÉCEMBRE 2024

ASSOCIATION ORGANISATION POUR LA PREVENTION DE LA CECITE

Siège Social : 17 Villa d'Alesia
75014 PARIS

N° SIREN 313 028 573
APE 85.59 A

RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS (ARTICLE L 612-5 DU CODE DE COMMERCE) EXERCICE DU 01/01/2024 AU 31/12/2024

Aux Adhérents,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Fontenay sous-bois, le 26 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes
LEO JEGARD & ASSOCIES
Représenté par,

Aymen BRAHIM
Associé

Signé numériquement par Nitro
Software Belgium NV - Nitro Sign
Premium pour le compte de
Aymen BRAHIM (+33616340929)
Date : 26/06/2025 12:23:24
Signé avec le mot de passe à
usage unique envoyé par SMS :
744356

**ASSOCIATION ORGANISATION POUR LA PREVENTION
DE LA CECITE**

Siège Social : 17 Villa d'Alesia
75014 PARIS

N° SIREN 313 028 573
APE 85.59 A

**RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**SUR LES COMPTES ANNUELS ARRÊTÉS AU 31/12/2024
EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2024**

ASSOCIATION ORGANISATION POUR LA PREVENTION DE LA CECITE

Siège Social : 17 Villa d'Alesia
75014 PARIS

N° SIREN 313 028 573
APE 85.59 A

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2024

Aux Adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ORGANISATION POUR LA PREVENTION DE LA CECITE (O.P.C) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel. Elles ont porté sur les modalités d'attribution des contributions financières et de leur prise en compte dans le compte de résultat.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Fontenay sous-bois, le 26 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes
LEO JEGARD & ASSOCIES
Représenté par,

Aymen BRAHIM
Associé

Signé numériquement par Nitro
Software Belgium NV - Nitro Sign
Premium pour le compte de Aymen
BRAHIM (+33616340929)
Date : 26/06/2025 12:23:22
Signé avec le mot de passe à usage
unique envoyé par SMS : 744356



COMPTES ANNUELS



BILAN ACTIF

002435 - ORG. POUR LA PREVENTION DE LA CECIT

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

ACTIF	Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024			01/01/2023 au 31/12/2023
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilitisations incorporelles				
Frais d'etablissement				
Frais de recherche et developpement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	30 354,20	30 354,20		5,01
Autres				
Immobilitisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilitisations corporelles				
Terrains				
Constructions	1 782,71	1 782,71		
Installations techn., materiel et outil. ind.				
Autres	94 042,71	86 794,03	7 248,68	7 691,36
Immobilitisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reus par legs ou d. dest. à être cedes				88 500,00
Immobilitisations financieres				
Participations et creances rattachees				
Autres titres immobilises	1 002 717,00	19 003,00	983 714,00	963 370,00
Prêts				
Autres	560,00		560,00	560,00
TOTAL (I)	1 129 456,62	137 933,94	991 522,68	1 060 126,37
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Creances				
Creances clients, usagers et comptes ratt.				
Creances reues par legs ou donations				37 283,04
Autres	2 326 522,83		2 326 522,83	276 048,33
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de tresorerie				
Disponibilités	2 576 440,33		2 576 440,33	2 561 359,63
Charges constatees d'avance	24 660,01		24 660,01	12 180,64
TOTAL (II)	4 927 623,17		4 927 623,17	2 886 871,64
Frais d'emission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				41 490,01
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	6 057 079,79	137 933,94	5 919 145,85	3 988 488,02

BILAN PASSIF

002435 - ORG. POUR LA PREVENTION DE LA CECIT

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

PASSIF	Du 01/01/2024 au 31/12/2024	Du 01/01/2023 au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	266 738,46	266 738,46
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	390 716,93	390 716,93
Autres		
Report à nouveau	1 728 407,30	1 623 415,09
Excédent ou déficit de l'exercice	79 592,75	104 992,21
<i>Situation nette (sous total)</i>	<i>2 465 455,44</i>	<i>2 385 862,69</i>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	2 465 455,44	2 385 862,69
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		123 195,30
Fonds dédiés	3 213 852,82	1 315 784,77
TOTAL (II)	3 213 852,82	1 438 980,07
PROVISIONS		
Provisions pour risques		41 490,01
Provisions pour charges		
TOTAL (III)		41 490,01
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	66 742,32	51 957,13
Dettes des legs ou donations		2 587,74
Dettes fiscales et sociales	86 426,33	66 665,80
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	7 701,62	
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL (IV)	160 870,27	121 210,67
Ecarts de conversion passif	78 967,32	944,58
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	5 919 145,85	3 988 488,02

COMPTE DE RÉSULTAT

002435 - ORG. POUR LA PREVENTION DE LA CECIT

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	860,00	1 080,00
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service		
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	6 000,00	19 666,72
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	122 218,28	96 743,88
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie	306 111,96	105 296,03
Contributions financières	3 779 099,75	2 856 129,16
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	41 490,01	
Utilisations des fonds dédiés	1 024 472,99	1 314 130,78
Autres produits	2 179,79	68,75
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	5 282 432,78	4 393 115,32
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises et autres achats	134 892,56	248 127,36
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	1 649 966,38	2 589 683,61
Aides financières	25 246,38	43 483,55
Impôts, taxes et versements assimilés	10 251,34	9 814,60
Salaires et traitements	342 200,83	304 562,25
Charges sociales	145 506,86	120 634,89
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	5 017,94	4 691,44
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés	2 922 541,04	1 018 645,59
Autres charges	51 525,60	152,56
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	5 287 148,93	4 339 795,85
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-4 716,15	53 319,47
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	20 000,00	19 945,00
Autres intérêts et produits assimilés	58 130,88	37 806,75
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	39 347,00	85 437,00
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	117 477,88	143 188,75
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	19 003,00	80 837,01
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)	19 003,00	80 837,01
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	98 474,88	62 351,74

COMPTE DE RÉSULTAT

002435 - ORG. POUR LA PREVENTION DE LA CECIT

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	93 758,73	115 671,21
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	60,98	
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	60,98	
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-60,98	
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	14 105,00	10 679,00
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	5 399 910,66	4 536 304,07
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	5 320 317,91	4 431 311,86
EXCÉDENT OU DÉFICIT	79 592,75	104 992,21

ETATS DE GESTION

ANNEXE COMPTABLE

SOMMAIRE DE L'ANNEXE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexes au Bilan et au Compte de Résultat	Information		
	Produite	Non significative	Non applicable
PRÉSENTATION	O		
FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE	O		
RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES	O		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	O		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	O		
ÉTAT DES AMORTISSEMENTS	O		
ÉTAT DES DÉPRÉCIATIONS	O		
PROVISIONS INSCRITES AU BILAN	O		
CRÉDIT BAIL			NA
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	O		
ÉCARTS DE RÉÉVALUATION			
<i>Variations de la réserve spéciale de réévaluation</i>			NA
<i>Variations de la provision spéciale de réévaluation</i>			NA
ACTIF CIRCULANT - ÉTAT DES STOCKS			NA
ACTIF CIRCULANT - ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES	O		
EFFETS DE COMMERCE			NA
COMPTES DE RÉGULARISATION - ACTIF	O		
COMPOSITION DES FONDS PROPRES	O		
TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES	O		
<i>Var. des fonds propres avec la part liée à la générosité du public</i>			NA
TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DÉDIÉS	O		
TABLEAU DES AVANTAGES ET RESSOURCES ÉTRANGERS	O		
LEGS, DONATIONS ET ASSURANCES-VIE	O		
CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS			NA
COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD)	O		
TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CHARGES CR ET CROD			
COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC (CER)	O		
ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES	O		
COMPTES DE RÉGULARISATION - PASSIF	O		
LES ENGAGEMENTS	O		
DETTES GARANTIES PAR DES SURETÉS RÉELLES	O		
HONORAIRES VERSÉS AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES	O		
LES EFFECTIFS	O		
RESSOURCES, VENTILATION DE L'IMPÔT, INCIDENCE DES DISPOSITIONS FISCALES SUR LES CAPITAUX PROPRES			NA
ANNEXE COVID-19			NA
DETTES LIÉES À LA COVID-19			NA
COMMENTAIRE			NA

PRÉSENTATION

L'objet social de l'entité :

L'association a pour objet :

- 1- de rechercher, promouvoir, favoriser et appliquer tous les moyens permettant de lutter contre la cécité et les atteintes à la vue;
- 2- de contribuer à toutes les prestations de services en matière de soins ophtalmologiques et de prophylaxie de la cécité;
- 3- de rechercher et poursuivre toutes les études épidémiologiques sur les causes de la perte de la vue, et sur les moyens d'y faire face, de faire connaître les résultats de toutes recherches sur la vue;
- 4- de susciter et d'organiser des campagnes d'informations;
- 5- de s'engager en faveur du développement des ressources humaines dans le domaine de la santé oculaire.

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 5 919 145,85 Euros, et le compte de résultat de l'exercice dégage un excédent de 79 592,75 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

D'autre part, aucun fait significatif ne mérite une information particulière.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2024 ont été arrêtés conformément au plan comptable général défini par le règlement 2014-03 modifié de l'Autorité des Normes Comptables, complété du règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

et celles du règlement N° 2022-04 du 30 Juin 2022.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

Amortissements des biens non décomposables :

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables (mesure de simplification pour les PME) est fondée sur la durée d'usage.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Logiciel informatique	3-4 ans
- Installations générales, agenc	10 ans
- Matériel de bureau	4-10 ans
- Matériel informatique	3-4 ans

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les autres titres immobilisés concernent un placement financier (Produit structuré) à moyen terme sur un produit de Citigroup Global Markets Limited.

PARTICIPATIONS, AUTRES TITRES IMMOBILISÉS, VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

COTISATIONS

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de l'émission de l'appel. En effet, l'association pouvant justifier d'un droit d'agir en recouvrement, généré par un appel de cotisation, cet appel constitue le fait générateur de la comptabilisation du produit.

FONDS DEDIES

Les fonds dédiés enregistrent à la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard. L'inscription en fonds dédiés tient compte d'un prélèvement pour permettre à l'Association de faire face à ses charges de fonctionnement.

La contrepartie des fonds dédiés s'inscrit au compte de résultat sous la rubrique "Reports en fonds dédiés".

Le montant des fonds dédiés de l'exercice est repris, sur les exercices suivants, au fur et à mesure de l'utilisation des fonds par la contrepartie du compte "Utilisations des fonds dédiés", inscrit au compte de résultat.

Méthode de comptabilisation des fonds en recettes :

L'instauration du mécanisme des fonds dédiés ne modifie pas le traitement comptable des fonds attribués pour plusieurs exercices.

Lorsque les fonds sont accordés sur plusieurs exercices, les fonds reçus sont répartis en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention ou, à défaut, prorata-temporis. La partie rattachée à des exercices futurs est inscrite en "Produits constatés d'avance".

Ainsi, pour le traitement comptable des recettes reçues pour plusieurs exercices, il y a lieu de distinguer :

- la quote-part des recettes concernant les exercices futurs, laquelle est inscrite en produits constatés d'avance,
- la quote-part des recettes relatives à l'exercice et qui relève des fonds dédiés pour la partie non utilisée à la clôture.

REGLES ET METHODES RELATIVES AUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

DONS :

Les dons manuels sont enregistrés dans le compte de résultat quelque soit sa destination finale, financement de dépenses à caractère de charges ou à caractère d'investissement.

Comme ils constituent une ressource principale et non accessoire, ils sont constatés en exploitation et non en exceptionnel.

Pour ce qui concerne la règle de rattachement des produits de l'exercice, sont enregistrés sur l'exercice :

- les dons datés de l'exercice, même s'ils sont encaissés après la date de clôture, lorsqu'ils sont versés par chèque, cartes bleues ou virements;
- les dons en numéraire reçus avant la clôture.

LEGS ET DONATIONS :

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date d'acceptation du leg par le conseil d'administration (sauf conditions suspensives).

La partie des ressources constatées en produits d'exploitation au cours de l'exercice, et qui n'est pas encore encaissée ou transférée à la clôture, est comptabilisée dans une rubrique du passif dénommée "Fonds reportés liés aux legs ou donations" avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte "Reports en fonds reportés".

SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT :

Les subventions d'exploitation sont traitées conformément aux dispositions du nouveau règlement.

L'éventuelle quote-part de l'exercice non utilisée à la clôture donne lieu au constat d'une charge, "engagements à réaliser sur ressources affectées".

ÉTAT DES IMMOBILISATIONS

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CADRE A		IMMOBILISATIONS	V. brute des immob. début d' exercice	Augmentations	
				suite à réévaluation	acquisitions
INCORPOR.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL	30 354		
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions	Sur sol propre Sur sol d'autrui Inst. générales, agencés & aménagés construct.	1 783		
	Installations techniques, matériel & outillage industriels				
	Autres immos corporelles	Inst. générales, agencés & aménagés divers (1) Matériel de transport Matériel de bureau & mobilier informatique Emballages récupérables & divers	88 500 89 472		4 570
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL		179 755		4 570
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations				
	Autres titres immobilisés		1 002 717		2 717
	Prêts et autres immobilisations financières		560		
TOTAL			1 003 277		2 717
TOTAL GENERAL			1 213 386		7 287

(1) Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

88 500

CADRE B		IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine
			par virt poste	par cessions		
INCORPOR.	Frais d'établissement & dével.	TOTAL				
	Autres postes d'immob. incorporelles	TOTAL			30 354	
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions	Sur sol propre Sur sol d'autrui Inst. gal. agen. amé. cons			1 783	
	Inst. techniques, matériel & outillage indust.					
	Autres immos corporelles	Inst. gal. agen. amé. divers (1) Mat. bureau, inform., mobilier Emb. récupérables & divers		88 500	94 043	
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	TOTAL			88 500	95 825	
FINANCIERES	Particip. évaluées par mise en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés			2 717	1 002 717	
	Prêts & autres immob. financières				560	
TOTAL				2 717	1 003 277	
TOTAL GENERAL				91 217	1 129 457	

(1) Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

88 500

ÉTAT DES AMORTISSEMENTS

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CADRE A	SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amorts sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	30 349	5		30 354
TOTAL	30 349	5		30 354
Terrains				
Constructions				
Sur sol propre				
Sur sol d'autrui				
Inst. générales agen. aménag.	1 783			1 783
Inst. techniques matériel et outil. industriels				
Autres immobs corporelles				
Inst. générales agencem. amén.				
Matériel de transport	13 502			13 502
Mat. bureau et informatiq., mob.	68 279	5 013		73 292
Emballages récupérables divers				
TOTAL	83 564	5 013		88 577
TOTAL GENERAL	113 913	5 018		118 931

CADRE B	VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES						
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	DOTATIONS			REPRISES			Mouv. net des amorts fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement							
Fonds commercial							
Autres immobs incorporelles							
TOTAL							
Terrains							
Constr.							
Sur sol propre							
Sur sol autrui							
Inst. agenc. et amén.							
Inst. techn. mat. et outillage							
A. Immo. corp.							
Inst. gales, ag. am div							
Matériel transport							
Mat. bureau mobilier inf.							
Emballages réc. divers							
TOTAL							
Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GÉNÉRAL							
Total général non ventilé							

CADRE C	Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler					
Primes de remboursement des obligations					

ÉTAT DES DÉPRÉCIATIONS

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Détermination de la valeur actuelle

La valeur d'usage est retenue pour déterminer la valeur actuelle

MOUVEMENTS DES DÉPRÉCIATIONS

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE

RUBRIQUES	Dépréciations début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprises de l'exercice	Dépréciations fin de l'exercice
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Autres immobilisations incorporelles				
Terrains				
Sur sol propre				
Constructions				
Sur sol d'autrui				
Inst. gales agen. aménag constr.				
Inst. techniques matériel et outillage industriels				
Inst. gales agen. aménag. divers				
Autres immobs				
corporelles				
Matériel de transport				
Mat. bureau et mob. informatique				
Emballages récupérables divers				
Titres mis en équivalence				
Immob. financières				
Titres de participations				
Autres	39 347	19 003	39 347	19 003
TOTAL	39 347	19 003	39 347	19 003
Stocks				
Créances				
Valeurs mobilières de placement				
TOTAL GÉNÉRAL	39 347	19 003	39 347	19 003

002435 - ORG. POUR LA PREVENTION DE LA CECIT

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

TABLEAU DES PROVISIONS

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS Dotations de l'exercice	DIMINUTIONS Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	Prov. pour reconstit. gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissements				
	Provisions pour hausse des prix				
	Amortissements dérogatoires				
	<i>Dont majorations exceptionnelles de 30 %</i>				
	Pour prêts d'installation				
	Autres provisions réglementées				
TOTAL					
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges				
	Prov. pour garanties données aux clients				
	Prov. pour pertes sur marchés à terme				
	Provisions pour amendes et pénalités				
	Provisions pour pertes de change	41 490		41 490	
	Prov. pour pensions et obligations similaires				
	Provisions pour impôts				
	Prov. pour renouvellement des immobilisations				
	Prov. pour gros entretien et grdes réparations				
	Prov. pour chges sociales, fiscales / congés à payer				
	Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL		41 490		41 490	
Provisions pour dépréciation	Sur immobilisations	39 347	19 003	39 347	19 003
	- incorporelles				
	- corporelles				
	- Titres mis en équivalence				
	- titres de participation				
	- autres immobs financières				
	Sur stocks et en cours				
	Sur comptes clients				
	Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL		39 347	19 003	39 347	19 003
TOTAL GÉNÉRAL		80 837	19 003	80 837	19 003
Dont provisions pour pertes à terminaison					
Dont dotations & reprises	- d'exploitation			41 490	
	- financières		19 003	39 347	
	- exceptionnelles				
Titre mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée					

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	560		560
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients			
	Créances rep. titres prêtés : prov. / dep. antér.			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 335	1 335	
	Impôts sur les bénéfices			
	Etat & autres			
	coll. publiques			
	Taxe sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes & versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres) (3)	2 325 188	2 325 188	
	Charges constatées d'avance	24 660	24 660	
TOTAUX		2 351 743	2 351 183	560
Renvois	(1) Montant			
	(2) des			
	(3) Prêts & avances consentis aux associés (pers.physiques)			
	(3) Créances reçues par legs ou donations			

COMPTES DE RÉGULARISATION - ACTIF

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	24 660
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	24 660

PRODUITS À RECEVOIR

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	2 717
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	15 317
Disponibilités	17 539
TOTAL	35 573

TABLEAU VARIATION DES FONDS PROPRES

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	Solde à l'ouverture de l'exercice	Affectation	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres statutaires	266 738,46				266 738,46
Réserves					
Réserves pour projet de l'entité	390 716,93				390 716,93
Report à nouveau	1 623 415,09	104 992,21	104 992,21		1 728 407,30
Excédent ou déficit de l'exercice	104 992,21	-104 992,21	79 592,25	104 992,21	79 592,25
TOTAUX	2 385 862,69		184 584,46	104 992,21	2 465 454,94

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DÉDIÉS

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

TABLEAU DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice montant global	Reports	Utilisations		Transferts	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
MAIRIE DE PARIS (SFP2194)	6 944,00		500,00			6 444,00	
TOTAL	6 944,00		500,00			6 444,00	

002435 - ORG. POUR LA PREVENTION DE LA CECIT

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DÉDIÉS

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

TABLEAU DE SUIVI DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES D'AUTRES ORGANISMES

Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice montant global	Reports	Utilisations		Transferts	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
PROJET FORESIGHT	3 375,77		3 375,77				
PROJET GIVEWELL ARISE	11 984,82				-11 984,82		
PROJET END FUND RCA	98 928,45		9 459,18			89 469,27	
PROJET TEF MAUTITANIE	2 487,64		2 487,64				
PROJET SSI GW2 (TCHAD_MTN 2023-2026)	878 860,11	11 984,82	869 071,04		-21 773,89		
PROJET SSI TRACHOME	113 566,74	976,42	102 205,06			12 338,10	
PROJET SSI GW3 (TCHAD_MTN 2024-2025)		1 523 733,90			21 773,89	1 545 507,79	
LIONS/GOUAUT		15 736,03				15 736,03	
IAPBBID		27 817,21				27 817,21	
FPF		26 610,17				26 610,17	
SFA TRACHOME		977 658,41				977 658,41	
LUTTE CONTRE LES MALADIES TROPICALES AU TCHAD		132 216,99				132 216,99	
THE END FUND TRACHOME		205 034,37				205 034,37	
TOTAL	1 109 203,5	2 921 768,3	986 598,69		-11 984,82	3 032 388,3	

002435 - ORG. POUR LA PREVENTION DE LA CECIT

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DÉDIÉS

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

RESSOURCES PROVENANT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice montant global	Reports	Utilisations		Transferts	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
MTM	10 182,27		10 182,27				
FORESIGHT	81 588,34	9 322,54				90 910,88	
CECITE INFANTILE	27 258,30		3 094,67			24 163,63	
RENOPATHIE	11 472,17					11 472,17	
SOC	1 074,99		1 074,99				
CATARACTE	32 250,89	3 435,00				35 685,89	
CGC/MAILING	35 810,28		23 022,37			12 787,91	
TOTAL	199 637,24	12 757,54	37 374,30			175 020,48	

AVANT. ET RESS. ÉTRANGERS

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

TABLEAU DES AVANTAGES ET RESSOURCES PROVENANT DE L'ÉTRANGER

L'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger présente les avantages et les ressources, en numéraire ou en nature, provenant directement ou indirectement des personnes et institutions suivantes :

- un Etat étranger ;
- une personne morale étrangère ;
- un dispositif juridique de droit étranger comparable à une fiducie ;
- une personne physique non résidente fiscale en France.

Ces personnes et institutions sont désignées ci-après comme « contributeur »

Etat du contributeur	Montant total des avantages et ressources
Liechtenstein	115 642,74
Royaume-Uni	3 354 311,41
Tchad	177 206,35
Suisse	168,00
Cameroun	20,00

TABLEAU DE SUIVI DES LEGS ET DONATIONS

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

LEGS, DONATIONS OU ASSURANCES-VIE

Legs et donations autorisés par l'administration	Encaissements	Décaissements et virements pour affectation définitive	Solde des legs et donations en début d'exercice	Solde des legs et donations en fin d'exercice
LEG HILT	65 601,18		65 601,18	131 202,36
LEG ROBIN	57 594,12		57 594,12	115 188,24
TOTAL	123 195,30		123 195,30	246 390,60

Produits	Montants
Montant perçu au titre d'assurances-vie	63 962,14
Montant de la rubrique de produits "Legs ou donations" définie à l'article 213-9	125 954,52
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	81 500,00
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	123 195,30
Charges	Montants
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	88 500,00
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	
Solde de la rubrique	306 111,96

COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

A - Produits et charges par origine et destination	Exercice N		Exercice N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
Produits par origine				
Produits liés à la générosité du public				
Cotisations sans contrepartie	860,00	860,00	1 080,00	1 080,00
Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	122 218,28	122 218,28	96 743,88	96 743,88
- Legs, donations et assurances-vie	306 111,96	394 611,96	105 296,03	105 296,03
- Mécénat				
Autres produits liés à la générosité du public				
Produits non liés à la générosité du public				
Cotisations avec contrepartie				
Parrainage des entreprises				
Contributions financières sans contrepartie	3 779 099,75		2 856 129,16	
Autres produits non liés à la générosité du public	119 657,67		143 257,50	
Subventions et autres concours publics	6 000,00		19 666,72	
Reprises sur provisions et dépréciations	41 490,01			
Utilisations des fonds dédiés antérieurs	1 024 472,99	37 374,30	1 314 130,78	85 501,40
TOTAL	5 399 910,66	555 064,54	4 536 304,07	288 621,31
Charges par destination				
Missions sociales				
Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				
Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme	2 240 449,69	218 511,48	3 241 060,05	38 090,30
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger				
Frais de recherche de fonds				
Frais d'appel à la générosité du public	72 022,22	72 022,22	26 608,27	26 608,27
Frais de recherche d'autres ressources	34 368,52		83 238,48	
Frais de fonctionnement	50 936,44	22 654,51	61 759,47	2 601,04
Dotations aux provisions et dépréciations				
Impôt sur les bénéfices				
Reports en fonds dédiés de l'exercice	2 922 541,04	12 757,04	1 018 645,59	22 134,22
TOTAL	5 320 317,91	325 945,25	4 431 311,86	89 433,83
Excédent ou déficit	79 592,75	229 119,29	104 992,21	199 187,48

002435 - ORG. POUR LA PREVENTION DE LA CECIT
**C. EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES GLOBALISÉ
AVEC AFFECTATION DES RESSOURCES (CER)**

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC (CER)

1. Ventilation des emplois de l'année entre les missions sociales, les frais de recherche de fonds et les frais de fonctionnement

a. Définition des missions sociales :

Pour l'établissement du Compte d'Emploi des Ressources, sont portées en missions sociales les actions se rapportant aux axes suivants :

1 Rechercher, promouvoir, favoriser et appliquer tous moyens permettant de lutter contre la cécité et les atteintes portées à la vue, soit en agissant directement, soit en participant à des actions entreprises par d'autres organismes, notamment l'Organisation Mondiale contre la Cécité (International Agency for Prevention of Blindness) ;

2 Contribuer, directement ou indirectement, à toutes prestations de services en matière de soins ophtalmologiques et de prophylaxie de la cécité ; d'encourager toutes initiatives dans ce domaine ;

3 Rechercher et poursuivre toutes études épidémiologiques et statistiques sur les causes de perte, totale ou partielle de la vue, sur les moyens d'y faire face, de faire connaître les résultats de toutes recherches dans ce domaine;

4 Susciter et organiser des campagnes d'information, destinées à rendre le public conscient de l'étendue et de la cécité, tant en France que dans le monde, en employant tous les moyens pouvant être à sa disposition, notamment la presse écrite, la radiodiffusion, la télévision, le cinéma, les conférences et toutes autres manifestations publiques ou privées.

Les axes précités sont mis en œuvre en France (emploi : paragraphe 1.1. Missions sociales en France du CER) et dans les pays de la francophonie (Emplois : paragraphe 1.2. Missions sociales à l'étranger du CER). Les dépenses de fonctionnement du bureau du Mali, financées sur fonds dédiés, sont inscrites en intégralité dans les missions sociales.

b. Définition des clés de répartition :

L'OPC a recours à l'affectation directe des charges lorsque l'imputation est connue. Il s'agit principalement des charges suivantes : - petit équipement et matériels nécessaires à la réalisation des missions sociales - médicaments et consommables médicaux - fournitures de bureau - locations - entretiens et réparations - prise en charge, réhabilitation, stockage, envoi du matériel médical faisant l'objet d'attestation de dons - transports - les frais relatifs aux mailings (affranchissement, envoi des reçus fiscaux, prestataire...) - voyages et déplacements - réceptions - frais de personnel lorsqu'ils sont imputables directement à une mission...

Pour l'établissement du CER, les charges indirectes de personnel sont réparties à l'aide de clés définies en fonction des tâches affectées à chacun.

Les autres charges indirectes, lorsqu'elles ne sont pas prises en charge par des financements destinés aux missions sociales, font également l'objet d'une répartition dans le compte d'emploi des ressources entre les missions sociales, les frais de recherche de fonds et les frais de fonctionnement, en fonction des mêmes clés de répartition.

Cette répartition a permis de calculer la part consommée par le personnel sur certains postes de charges indirectes dont l'existence conditionne la bonne réalisation des tâches incluses dans les missions sociales, comme formulé dans l'avis du CNC sur le CER.

L'évolution des effectifs et des fiches de poste a nécessité de réviser les anciennes clefs de répartition votées par le conseil d'administration du 22 décembre 2009.

La Direction Exécutive est répartie à 55% en Missions sociales, 30% en Frais de recherche de fonds et 15% en Frais de fonctionnement

La Direction des Programmes est répartie à 100% en Missions sociales

La Direction Financière est répartie à 70% en Missions sociales, 10% en Frais de recherche de fonds et 20% en Frais de fonctionnement

La Direction de la Communication est répartie à 95% en Frais de recherche de fonds et 5% en Frais de fonctionnement

Le Stagiaire/Apprenti est réparti à 70% en Missions sociales, 10% en Frais de recherche de fonds et 20% en Frais de fonctionnement

Les autres charges indirectes, qui se rapportent aux honoraires d'Expertise Comptable et Commissariat aux Comptes, ont fait l'objet d'une répartition entre les missions sociales, les frais de recherche de fonds et frais de fonctionnement en fonction du nombre de lignes comptables affectables à chacune de ces catégories.

2. Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées sur N :

- Missions sociales : Lorsqu'une mission sociale ne fait pas l'objet de ressources clairement identifiées (par exemple subventions, mécénats...), ces missions sociales sont financées au prorata des sommes dépensées sur le terrain en fonction de leur origine, Fonds collectés auprès du Public ou autres fonds privés. La part des frais de fonctionnement des missions sociales à l'étranger financée par AGP est déterminée par deux composantes; la ventilation du déficit des

frais de gestion suivant les clés de répartitions définies et la part des charges indirectes attribuée aux missions sociales.

- Frais de recherche de fonds : Les frais de recherche de fonds auprès du public sont par principe financés par des ressources collectées auprès du public, et les frais de recherche des autres fonds privés par les autres fonds privés, dans la mesure où si ceux-ci sont suffisants.

- Frais de fonctionnement : Ils sont financés, par principe, par des ressources autres que par la générosité du public, dans la mesure où ceux-ci sont suffisants. Ces autres ressources n'ayant pas été suffisantes, il a été prélevé 22 654.51 € sur l'AGP.

002435 - ORG. POUR LA PREVENTION DE LA CECIT
C. EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES GLOBALISÉ
AVEC AFFECTATION DES RESSOURCES (CER)
Du 01/01/2024 au 31/12/2024

3. Part des acquisitions brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public : Les investissements sont par principe financés par des ressources autres que la générosité du public.
4. Solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées à la fin de l'exercice : Le solde au 31 décembre 2024 est de 3.149.705 €.

EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE N	EXERCICE N-1	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - MISSIONS SOCIALES			1 - RESSOURCES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC		
1.1. Réalisées en France			1.1. Cotisations sans contrepartie	860,00	1 080,00
Actions réalisées par l'organisme			1.2. Dons, legs et mécénats		
Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France			Dons manuels	122 218,28	96 743,88
			Legs, donations et assurances-vie	394 611,96	105 296,03
			Mécénats		
1.2. Réalisées à l'étranger			1.3. Autres ressources liées à la générosité du public		
Actions réalisées par l'organisme	218 511,48	38 090,30			
Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger					
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS					
2.1. Frais d'appel à la générosité du public	72 022,22	26 608,27			
2.2. Frais de recherche d'autres ressources					
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	22 654,51	2 601,04			
TOTAL DES EMPLOIS	313 188,21	67 299,61	TOTAL DES RESSOURCES	517 690,24	203 119,91
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS			2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS		
5 - REPORTS EN FONDS DÉDIÉS DE L'EXERCICE	12 757,04	22 134,22	3 - UTILISATIONS DES FONDS DÉDIÉS ANTÉRIEURS	37 374,30	85 501,40
EXCÉDENT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC DE L'EXERCICE	229 119,29	199 187,48	DÉFICIT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC DE L'EXERCICE		
TOTAL	555 064,54	288 621,31	TOTAL	555 064,54	288 621,31
			RESSOURCES REPORTÉES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN DÉBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DÉDIÉS)	2 920 566,22	2 721 378,74
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	229 119,29	199 187,48
			(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice		
			RESSOURCES REPORTÉES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DÉDIÉS)	3 149 685,51	2 920 566,22
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE					
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES			1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC		
Réalisées en France			Bénévolat		
Réalisés à l'étranger			Prestations en nature		
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES À LA RECHERCHE DE FONDS			Dons en nature		
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT					
TOTAL			TOTAL		

002435 - ORG. POUR LA PREVENTION DE LA CECIT

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts & dettes	à 1 an max. à l'origine				
etbs de crédit (1)	à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts & dettes financières divers (1)(2)					
Fournisseurs & comptes rattachés		66 742	66 742		
Personnel & comptes rattachés		24 340	24 340		
Sécurité sociale & autr organismes sociaux		36 449	36 449		
Etat & autres	Impôts sur les bénéfices	14 105	14 105		
collectiv. publiques	Taxe sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, tax & assimilés	11 532	11 532		
Dettes sur immobilisations & cpts rattachés					
Groupe & associés (2)					
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)		7 702	7 702		
Dette représentative des titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
TOTAUX		160 870	160 870		

- Renvois
- (1)

Emprunts souscrits en cours d'exercice
- Emprunts remboursés en cours d'exer.
- (2)

Montant divers emprunts, dett/associés

COMPTES DE RÉGULARISATION - PASSIF

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CHARGES À PAYER

CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN

MONTANT

Emprunts obligataires convertibles

Autres emprunts obligataires

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Emprunts et dettes financières divers

Dettes fournisseurs et comptes rattachés

18 615

Dettes fiscales et sociales

47 701

Dettes sur immobilisations et comptes rattachés

Autres dettes

TOTAL DES CHARGES À PAYER

66 316

ENGAGEMENTS

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

INDEMNITÉ DE DÉPART À LA RETRAITE

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent à l'indemnité légale de départ à la retraite.

Les indemnités de fin de carrière (IFC) ne sont pas comptabilisées et constituent un engagement hors bilan non significatif.

HONORAIRES VERSÉS COMMISSAIRES AUX COMPTES

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

COMMISSAIRES AUX COMPTES

MONTANT DES HONORAIRES VERSÉS AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES

	Exercice	Exercice N-1
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés :		
Au titre de la mission 2023		9 312
Au titre de la mission 2024	9 312	
Complément au titre de la mission 2023	99	
Complément au titre de la mission 2022		9 536
TOTAL	9 411	18 848

LES EFFECTIFS

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

LES EFFECTIFS

Les membres du conseil d'administration de l'OPC ne perçoivent aucune rémunération au titre de leur fonction.

	31/12/2024	31/12/2023
Personnel salarié :	13,00	9,00
Ingénieurs et cadres	4,00	3,00
Agents de maîtrise		
Employés et techniciens	2,00	1,00
Ouvriers		
Tchad (BRAC)	7,00	5,00